

La CGIL et l'extrême droite

La CGIL est un syndicat politique qui a une vision générale de l'ensemble du monde du travail et de la société. L'horizon politique est et a toujours été celui de la gauche italienne; cependant, si historiquement la CGIL était profondément liée au Parti communiste italien et au Parti socialiste italien, la situation a changé depuis l'effondrement des partis traditionnels.

Aujourd'hui, la CGIL maintient une forte autonomie par rapport à la politique des partis et, bien qu'elle affronte les partis du centre-gauche italien, elle n'envisage pas de voter pour ses membres, que ce soit explicitement ou implicitement. En fait, l'autonomie vise à maintenir une liberté de critique et de conflit, même avec les gouvernements de centre-gauche. En termes de politiques économiques, de politiques d'austérité et de politiques qui ont frappé la classe ouvrière et qui ont rendu le travail précaire et soumis au chantage, les partis de centre-gauche au gouvernement ont poursuivi un agenda qui a appauvri et fragmenté le monde du travail. La loi sur l'emploi, une réforme du marché du travail promue en 2016 par le gouvernement de centre-gauche de M. Renzi, qui a rendu le travail plus précaire et les licenciements plus faciles, n'est pas la moindre de ces mesures.

Lors des élections générales de 2022, Fratelli d'Italia, un parti néo-fasciste, a obtenu 26 % des voix. Giorgia Meloni, chef du parti, est devenue Premier ministre, comme elle préfère être appelée. Pour l'Italie, cette victoire constitue un nouveau glissement à droite de l'ensemble de l'axe parlementaire et représente deux nouveautés que nous n'aurions pas voulu voir ensemble : la première femme à la tête du gouvernement italien et le premier premier ministre néo-fasciste de l'Italie républicaine. Mme Meloni s'est fait connaître par son enracinement dans la politique italienne, en commençant par son quartier romain et en terminant par son premier ministère, en 2009, à seulement 30 ans, pendant l'un des gouvernements de Silvio Berlusconi. Les chevaux de bataille de Mme Meloni sont la tradition italienne, les dangers de la substitution ethnique, les intérêts économiques nationaux, la famille, la protection des frontières et la protection du marché intérieur, les emplois pour les Italiens, la critique de l'establishment et la lutte contre la subordination de l'Italie aux intérêts d'autres nations ou de l'Europe.

L'image de Meloni et ses discours ont changé au cours de la campagne précédant les élections de septembre 2022 : Meloni n'a perdu aucune occasion de souligner son appréciation du gouvernement de Mario Draghi en matière de politique économique et la continuité qu'elle garantirait, ainsi que son amitié avec les États-Unis et les institutions européennes. Il s'agit là d'un trait très caractéristique du nouveau fascisme.

En fait, une fois au pouvoir, Meloni a tenu ses promesses sur le front international et sur les politiques économiques dans la continuité du gouvernement Draghi.

La mainmise du libéralisme s'est peut-être accentuée avec l'annulation du revenu de citoyenneté, mais même cette intervention, l'annulation du RdC, avait été indiquée par Draghi comme une étape nécessaire tôt ou tard. La CGIL s'est vivement opposée à cette suppression, son secrétaire Landini parlant de "la haine du gouvernement contre les pauvres".

Toujours dans le but de favoriser les entreprises au détriment des travailleurs, le gouvernement a rendu encore plus facile l'utilisation des contrats à durée déterminée, aggravant ainsi la précarité des conditions de travail.

Pendant la campagne électorale, la CGIL a poursuivi ses combats pour un travail équitable et une société inclusive, pour l'hospitalité et contre l'austérité, mais n'a soutenu aucun parti en particulier. Depuis la victoire du gouvernement Meloni, la CGIL a fait preuve d'ouvertures tactiques au dialogue pour démontrer que le syndicat reste ouvert à la confrontation sans préjugés. En mars 2023, le Premier ministre Meloni a également été invité au Congrès de la CGIL, une décision qui a suscité le mécontentement de l'organisation étant donné la spécificité néo-fasciste de ce gouvernement.

Aujourd'hui, les projets les plus importants du gouvernement Meloni sont la poursuite du présidentielisme, l'autonomie différenciée, la réforme judiciaire (séparation des carrières) et la limitation de la liberté d'information. En termes de discours politique, la Première ministre et sa majorité continuent de mettre l'accent sur l'importance de la famille traditionnelle, la lutte contre les droits reproductifs des femmes (en premier lieu le droit à l'avortement) et contre les droits de la communauté LGBTQi+. Même en tant que Premier ministre, et uniquement au niveau du discours politique ou de l'idéologie, Meloni continue de s'en prendre à "l'establishment", aux bons salons chics et radicaux, mais ceux-ci ne sont plus liés aux institutions européennes ou américaines, mais plutôt à certaines catégories d'hommes et de femmes qui travaillent, comme les journalistes, les écoles, les politiciens de l'opposition.

Les politiques éducatives du gouvernement sont également caractérisées par un fort biais de classe. Le ministre de l'éducation du gouvernement Meloni a lancé une série de réformes caractérisées par de fortes connotations idéologiques. Récemment, les sanctions sur le comportement des élèves ont été renforcées, des circulaires intimidantes sur les occupations d'écoles par les élèves sont diffusées, on revient au vote numérique en proposant la suppression de l'évaluation formative

Le gouvernement veut favoriser la formation professionnelle. Derrière cette volonté obstinée, il y a un projet idéologique clair : mettre l'école au service des "besoins de l'entreprise" : l'école n'est plus destinée à briser les différences de départ entre élèves/futurs citoyens, mais un outil, à bas coût, entre les mains de particuliers qui deviennent "co-concepteurs" de l'offre de formation. Permettre aux entreprises d'intervenir dans la conception de l'offre éducative c'est dévaloriser totalement les rôles, de les enseignants.

Mettre l'école au service des "besoins de formation des entreprises", c'est fragmenter les savoirs sur la base du périmètre territorial de l'école : c'est la fin du système national.

En ce qui concerne le cadre culturel, le ministre Valditara mène une bataille culturelle agressive contre la liberté d'éducation et contre le droit constitutionnel à l'éducation pour tous, indépendamment de la race, de l'ethnie, de la classe sociale, de la condition et du sexe. Jusqu'à présent, cette bataille n'a pas pris la forme de mesures réglementaires, mais plutôt idéologiques. Le ministre a parlé de la nécessité de classes séparées pour les enfants immigrés

parce que, selon lui, ces enfants ralentissent l'apprentissage des enfants italiens et constituent un problème en raison de leur nationalité, de leur race ou de leur appartenance ethnique.

Le ministre ne manque pas une occasion d'accuser les enseignants d'éduquer les enfants et les jeunes selon la soi-disant théorie du genre. Bien que nous ne comprenions pas exactement à quelle théorie le ministre fait référence, la FLC-CGIL défend le droit des travailleurs du savoir d'accepter et de respecter les choix de leurs étudiants en matière de genre.

Le ministre n'a jamais pris la défense des étudiants et étudiantes italiens qui ont été attaqués et battus à plusieurs reprises par la police parce qu'ils manifestaient pacifiquement contre le gouvernement et la guerre.

Du point de vue de ses relations avec les partenaires sociaux, le gouvernement Meloni a une approche nettement autoréférentielle ; par rapport aux gouvernements précédents, il a réduit au minimum les possibilités de discussion et n'ouvre les tables de négociation que dans les phases finales de la préparation d'initiatives réglementaires ou autres. Ainsi, les syndicats sont informés bien à l'avance des discussions de nature.

Dans ses activités syndicales et politiques, la CGIL s'oppose à la politique de ce gouvernement et à ses discours idéologiques, dans la rue et aux tables de négociation. La CGIL a renforcé ses relations avec les autres syndicats confédéraux, là où l'UIL s'est montrée coopérative et partie prenante d'actions communes, la CISL fait cavalier seul et prend des rendez-vous séparés avec les représentants du gouvernement.

La CGIL joue également un rôle de catalyseur des forces sociales et politiques contre le gouvernement et pour la défense de la constitution et de la paix.

En octobre dernier, la CGIL a lancé, avec une centaine d'associations de la société civile, une grande manifestation nationale avec le slogan "La grande route, ensemble pour la Constitution". La manifestation, qui a été très suivie, a mis l'accent sur les luttes pour le travail, contre la précarité, pour la lutte contre la pauvreté, contre toutes les guerres et pour la paix, pour l'augmentation des salaires et des pensions, pour les soins de santé et les écoles publiques, pour la protection de l'environnement, pour la défense et la mise en œuvre de la Constitution contre l'autonomie différenciée et la dénaturation de notre République parlementaire.

Aujourd'hui, la CGIL est engagée dans une importante campagne référendaire pour la défense du travail. La collecte des signatures nécessaires pour soumettre au vote des citoyens la proposition d'abroger les règles qui 1) empêchent la réintégration au travail en cas de licenciements illégaux, 2) facilitent les licenciements illégaux dans les petites entreprises, 3) ont libéralisé le recours au travail à durée déterminée, 4) empêchent l'extension de la responsabilité à l'entreprise contractante en cas d'accidents du travail dans les contrats.

L'objectif est d'amener les citoyens à voter au printemps 2025.

La CGIL est également active dans le mouvement pacifiste. Tout en condamnant toute forme de terrorisme et de violence contre la population civile, elle prône le respect du droit international humanitaire et a critiqué le siège total imposé par le gouvernement israélien, qui a privé la population palestinienne de la bande de Gaza de services essentiels tels que l'éclairage, l'eau, les soins de santé et la nourriture. La CGIL a appelé le gouvernement Meloni à déployer tous les moyens nécessaires à l'arrêt des opérations militaires, à la libération des otages et à l'assistance humanitaire à la population civile.